



Industrie
Canada Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

entreprise

VOL. 6, n° 2, août 2004

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES *tendances*

Entre le premier trimestre de 2003 et le trimestre correspondant de 2004, les petites entreprises (entreprises comptant moins de 100 employés) ont créé quelque 39 700 emplois, soit environ 63 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne.

Les établissements commerciaux ont connu un taux de croissance annualisé de 2,7 % au cours de la période allant de 2001 à 2003.

On a enregistré 2 308 faillites commerciales au premier trimestre de 2004, soit une diminution d'environ 3 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 91 milliards de dollars au premier trimestre de 2004, soit une diminution de 6 % par rapport au trimestre correspondant de 2003. Les prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) représentaient 20 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

Entre 1990 et 2001, 11 % des propriétaires de petites et moyennes entreprises ont investi de manière informelle dans d'autres entreprises.

Il y avait 2,4 million de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2004, soit une augmentation de 1,8 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.

¹ Cette donnée n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.



MARCHÉ CANADIEN DU CAPITAL DE RISQUE : *Analyse des tendances et des lacunes*

Le financement des petites et moyennes entreprises (PME) ayant un potentiel de croissance élevé est devenu une question importante dans la sphère de la politique publique, au Canada et à l'étranger. Ces entreprises sont considérées comme étant un élément important du succès dans l'économie mondiale du savoir, mais elles ont de la difficulté à obtenir un financement rapide et adéquat – ce qui nuit grandement à leur croissance. L'accès au financement peut poser problème pour les entreprises à forte croissance et à risque élevé, car nombre d'entre elles n'ont pas assez d'immobilisations pour garantir les prêts bancaires ou d'autres types de financement classique. Le capital de risque, qui constitue une forme d'investissement offert aux nouvelles entreprises en échange d'une participation, s'avère souvent un instrument de financement plus approprié pour ces PME, particulièrement dans les industries axées sur le savoir.

Le marché canadien du capital de risque¹ est un élément clé de ce type de financement. Le nouveau rapport d'Industrie Canada intitulé *Marché canadien du capital de risque : Analyse des tendances et des lacunes, 1996-2002* examine les activités dans le domaine. Voici les principales conclusions de l'étude :

- Entre 1996 et 2002, l'industrie canadienne du capital de risque a été relativement dynamique, affichant une croissance :
 - de 88 % en nouveaux capitaux mobilisés (3,2 milliards de dollars en 2002);

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Établissement commerciaux	3
Création d'emplois	3
Faillites commerciales	5
Travail indépendant	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement	7
Faits nouveaux	8



- de 117 % du nombre de fonds de capital de risque (282 fonds en 2002);
- de 217 % du capital total sous gestion (22,5 milliards de dollars en 2002);
- de 139 % du montant total investi (2,5 milliards de dollars en 2002).

La participation accrue des investisseurs étrangers, ainsi que l'augmentation de l'investissement en Ontario et dans des entreprises du secteur des technologies de l'information sont les principaux facteurs à l'origine de cette croissance.

- Le Canada se classe deuxième parmi les principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au chapitre de l'investissement en capital de risque en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) (graphique 1). Cependant, la croissance de l'industrie du capital de risque a été plus faible au Canada qu'aux États-Unis entre 1995 et 2000.

Le capital de risque convient uniquement aux entreprises, peu nombreuses, qui peuvent générer un rendement proportionné au risque élevé inhérent à l'investissement dans du capital d'investissement privé. En 2002, sur un total de 2,2 millions d'établissements commerciaux, 677 entreprises ont obtenu du financement sous forme de capital de risque. Les sociétés de capital de risque acceptent moins de 1 % des propositions reçues et investissent en général uniquement dans les entreprises présentant certaines caractéristiques particulières :

- un potentiel de croissance élevé;
- une équipe de gestion d'expérience;
- la volonté de céder des titres de participation;

- un engagement financier solide de la part du propriétaire;
- une possibilité de rendement annuel de 30 à 40 % sur cinq ans;
- une orientation fortement axée sur la recherche-développement, la technologie et le marché international.

- Il ressort de l'analyse que l'industrie canadienne du capital de risque en est encore à ses balbutiements (comparativement à l'industrie américaine) et qu'elle doit surmonter certaines difficultés interreliées :

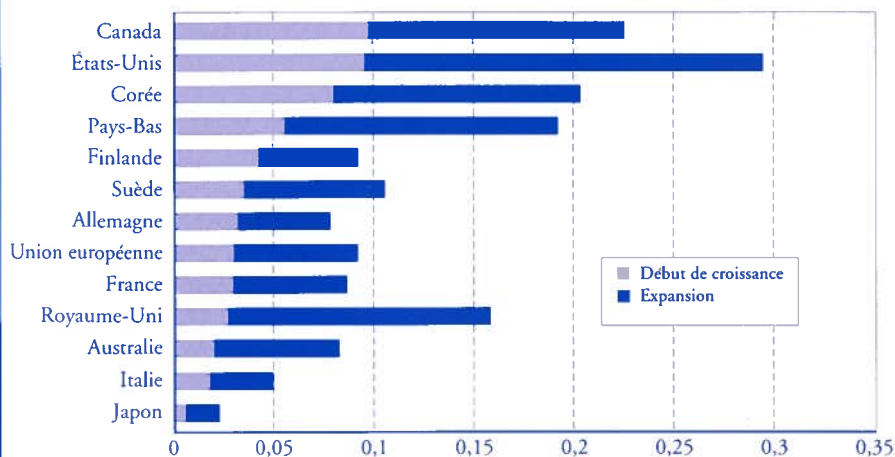
- la pénurie d'entreprises prêtes à demander l'appui des investisseurs;
- les lacunes relatives à la valeur et à l'expérience (par rapport à l'industrie américaine);
- la faible participation des investisseurs institutionnels;
- le rendement moins élevé des fonds canadiens (par rapport aux fonds américains).

Aucun gouvernement ni aucun groupe ne peut surmonter seul ces difficultés. Ils doivent s'y attaquer en collaboration avec l'industrie du capital de risque, le milieu de l'éducation, celui de la recherche et les investisseurs institutionnels.

Ce rapport est affiché dans le site Web Recherche et politique de la petite entreprise, à l'adresse www.strategis.gc.ca/capitalderisque

¹ Le capital de risque est une forme spécialisée de capital d'investissement privé, caractérisée principalement par des investissements à haut risque dans de nouvelles ou jeunes entreprises et visant la croissance dans le secteur technologique et d'autres secteurs à valeur ajoutée. (Source : Macdonald & Associates Ltd.)

Graphique 1 : Investissements en capital de risque en pourcentage du PIB dans les principaux pays membres de l'OCDE, 1995-2000



Source : OCDE, 2001.

ÉTABLISSEMENT *commerciaux*

Selon le Registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre des établissements commerciaux¹ a connu un taux de croissance annualisé de 2,7 % au cours de la période allant de 2001 à 2003 (tableau 1). Les régions qui ont connu les taux de croissance les plus importants sont le Nunavut (8,2 %), l'Ontario (4,2 %) et l'Alberta (3,8 %). Ce sont les établissements de la catégorie « entreprises indéterminées » qui ont assuré l'essentiel de la croissance².

Le nombre des établissements employeurs n'a crû qu'à un taux annualisé de 0,1 %. Dans leur ensemble, le nombre des petits établissements (1 à 99 employés) a augmenté au même taux que celui des établissements de taille moyenne (100 à 499 employés), soit 0,1 %. Le nombre des grands établissements (500 employés et plus) a quant à lui décliné à un taux de 0,1 %. Les établissements

qui ont connu les taux de croissance les plus importants sont les petits établissements de 5 à 9 employés (1,7 %), ceux de 10 à 19 employés (1,7 %) et ceux de taille moyenne comptant de 200 à 499 employés (1,6 %). Au sein des petits établissements employeurs, c'est au Nunavut, en Alberta et en Ontario que l'on a enregistré les taux de croissance les plus importants.

¹ Pour qu'un établissement commercial soit compté dans le Registre de Statistique Canada, il faut que l'entreprise à laquelle il appartient réponde à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (retenues sur la paie remises à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Certains établissements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

² La catégorie « Entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'ARC. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

Tableau 1 : Taux de croissance annualisé des entreprises commerciales selon le nombre d'employés et selon la province ou le territoire, de 2001 à 2003

Province ou territoire	Total général	Entreprises indéterminées ¹	Établissements avec salariés										
			Total	Nombre d'employés									
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	1-99	100-199	200-499	100-499	500+
Terre-Neuve-et-Labrador	0,3 %	3,8 %	-1,5 %	-2,7 %	0,6 %	0,1 %	0,5 %	0,6 %	-1,5 %	0,5 %	5,0 %	2,0 %	0,0 %
Île-du-Prince-Édouard	-0,4 %	2,7 %	-2,0 %	-6,6 %	4,9 %	5,9 %	3,8 %	1,3 %	-2,0 %	-6,1 %	-7,2 %	-6,5 %	11,8 %
Nouvelle-Écosse	0,8 %	4,8 %	-1,8 %	-3,6 %	-1,9 %	2,2 %	2,8 %	2,7 %	-1,9 %	-0,7 %	0,9 %	-0,2 %	0,0 %
Nouveau-Brunswick	0,1 %	3,2 %	-1,8 %	-2,9 %	-1,6 %	-0,1 %	1,6 %	2,3 %	-1,9 %	-2,5 %	0,0 %	-1,7 %	1,7 %
Québec	0,8 %	2,5 %	-1,0 %	-2,3 %	2,8 %	0,4 %	0,4 %	-2,1 %	-1,0 %	-0,3 %	0,7 %	0,0 %	-0,7 %
Ontario	4,2 %	7,0 %	0,6 %	0,3 %	1,2 %	1,9 %	1,0 %	-1,2 %	0,7 %	-1,8 %	1,2 %	-0,8 %	-0,3 %
Manitoba	0,8 %	1,6 %	-0,1 %	-2,6 %	2,8 %	4,1 %	4,0 %	-1,0 %	-0,1 %	0,3 %	1,3 %	0,6 %	-2,2 %
Saskatchewan	0,7 %	2,1 %	-1,2 %	-4,0 %	2,2 %	3,0 %	5,2 %	1,9 %	-1,3 %	2,6 %	9,3 %	5,0 %	-1,6 %
Alberta	3,8 %	5,6 %	1,7 %	1,0 %	3,1 %	3,4 %	2,2 %	0,1 %	1,7 %	2,5 %	2,1 %	2,4 %	0,7 %
Colombie-Britannique	2,6 %	4,8 %	0,3 %	0,0 %	1,0 %	0,9 %	0,5 %	-1,0 %	0,3 %	-0,7 %	2,9 %	0,4 %	1,2 %
Territoire du Yukon	1,0 %	4,9 %	-1,8 %	-3,5 %	0,2 %	-1,5 %	4,1 %	4,5 %	-1,6 %	-10,1 %	-15,5 %	-12,0 %	0,0 %
Territoires du Nord-Ouest	1,5 %	5,9 %	-0,8 %	-1,8 %	-2,1 %	-1,3 %	5,7 %	2,9 %	-0,6 %	-4,0 %	0,0 %	-2,7 %	-29,3 %
Nunavut ²	8,2 %	16,3 %	5,7 %	-1,2 %	10,1 %	13,8 %	9,6 %	-2,4 %	5,7 %	8,0 %	0,0 %	6,1 %	0,0 %
Total pour le Canada	2,7 %	5,0 %	0,1 %	-0,9 %	1,7 %	1,7 %	1,3 %	-0,8 %	0,1 %	-0,6 %	1,6 %	0,1 %	-0,1 %

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2001, 2002, 2003.

¹ La catégorie « Entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

² La forte croissance de certaines catégories pour le Nunavut s'explique par le petit nombre d'établissements pour ce territoire.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada, 63 000 emplois rémunérés ont été créés au premier trimestre de 2004 par rapport au niveau du premier trimestre de 2003 (tableau 2). Il s'agit d'un recul marqué par rapport aux 418 000 emplois créés au cours du premier trimestre de 2003. Le tableau 2 montre par ailleurs que les grandes entreprises (plus de 500 employés) et les petites entreprises (moins de 100 employés) sont respectivement à l'origine de 74 % et 63 % des emplois créés. En revanche, le nombre d'employés dans les entreprises de taille moyenne (entre 100 et 500 employés) a diminué de 37 %.

Le tableau 3 indique, au moyen des moyennes sur quatre trimestres, la variation de l'emploi sur 12 mois selon la taille de l'entreprise, d'une province et d'un territoire à l'autre. Le taux de croissance de l'emploi a été le plus élevé à l'Île-du-Prince-Édouard (6,7 %), au Nunavut (4,8 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (4,5 %). La catégorie des entreprises comptant de 5 à 19 employés a été la seule à enregistrer une baisse de l'emploi rémunéré. Les petites entreprises de 50 à 99 employés ont pour leur part affiché la croissance globale la plus forte.

(suite à la page 4)



(suite de la page 3)

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au premier trimestre de 2004

Trimestre	Variation nette totale		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	Emplois, sur 12 mois	%, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	445 716	3,7	10,2	1,3	8,2	6,1	25,8	11,4	3,6	15,0	59,2
T2 2001	344 534	2,8	2,0	8,8	13,3	12,1	36,2	11,0	2,7	13,7	50,1
T3 2001	220 349	1,8	30,4	2,6	17,3	15,8	66,1	0,1	-1,0	-0,9	34,8
T4 2001	118 891	0,9	33,4	39,9	36,0	13,9	123,2	-18,7	-39,8	-58,5	35,3
T1 2002	109 548	0,9	-10,5	32,4	43,3	37,1	102,3	-8,6	-26,8	-35,4	33,1
T2 2002	219 942	1,7	-2,2	5,4	36,8	37,7	77,8	14,1	-16,4	-2,3	24,5
T3 2002	371 463	2,9	-0,5	1,0	24,1	25,5	50,1	16,7	-8,7	8,0	41,9
T4 2002	468 364	3,7	-1,0	2,0	22,3	23,7	47,0	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	417 855	3,3	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,7	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	295 447	2,3	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,5	16,9	59,2
T3 2003	133 500	1,0	9,1	-5,9	14,3	15,7	33,1	16,6	11,4	28,0	38,9
T4 2003	88 971	0,7	7,3	-15,3	18,5	29,4	39,9	17,6	13,8	31,4	28,7
T1 2004	63 120	0,5	1,3	19,9	15,9	25,8	62,9	0,6	-37,4	-36,8	73,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH)*, juin 2004.

Tableau 3 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province ou le territoire, et selon la taille de l'entreprise, moyennes sur quatre trimestres, du deuxième trimestre de 2002 au premier trimestre de 2004

	Variation nette totale		Taux de croissance selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) et la province ou le territoire								
			0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
	Emplois, sur 12 mois	%, sur 12 mois	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Terre-Neuve-et-Labrador	3 016	1,7	1,5	3,6	7,0	2,0	3,7	8,7	-20,5	-1,3	0,9
Île-du-Prince-Édouard	3 927	6,7	-1,0	0,9	3,3	7,3	2,4	9,4	23,3	13,0	8,9
Nouvelle-Écosse	7 210	2,0	-3,2	0,0	2,6	-1,0	-0,1	5,4	25,1	9,9	1,3
Nouveau-Brunswick	1 020	0,3	-1,6	0,0	1,9	-6,4	-1,0	-1,9	3,0	-0,6	1,8
Québec	33 818	1,1	0,4	-1,0	0,7	3,1	0,6	1,8	1,2	1,6	1,4
Ontario	33 084	0,6	0,7	-0,5	0,9	1,1	0,5	-0,8	0,0	-0,5	1,2
Manitoba	947	0,2	0,5	-0,1	0,3	-0,5	0,0	2,3	-1,2	1,3	0,0
Saskatchewan	14 756	3,9	2,0	-0,7	1,5	1,3	0,7	-0,7	-3,0	-1,4	9,1
Alberta	28 049	2,0	3,0	0,3	1,1	3,0	1,6	3,8	0,2	2,7	2,1
Colombie-Britannique	17 677	1,1	1,1	1,7	2,8	4,1	2,3	3,6	2,1	3,2	-1,0
Territoire du Yukon ³	304	2,0	2,9	2,9	2,0	12,3	4,3	18,8	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest ³	952	4,5	-4,4	-0,1	2,6	19,2	3,8	7,5	-	-	-
Nunavut ³	501	4,8	-10,0	-6,8	9,1	23,1	5,9	43,6	-	-	-
Total - Canada	145 260	1,1	0,9	-0,1	1,3	2,0	0,9	1,3	0,8	1,1	1,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH)*, juin 2004.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours des quatre trimestres se terminant au premier trimestre de 2004 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.

FAILLITES *commerciales*

On a enregistré 2 308 faillites commerciales au Canada au cours du premier trimestre de 2004¹, soit une diminution de 3 % par rapport au trimestre correspondant de 2003 (2 379). Cela représente par contre une augmentation d'environ 8 % par rapport au trimestre précédent (2 141). Les secteurs d'activité les plus touchés ont été ceux de la construction (18 % des faillites), du commerce de détail (14 %) ainsi que de l'hébergement et des services de restauration (11 %). Depuis le premier trimestre 2003, ces trois secteurs ont toujours été les plus touchés par les faillites.

Au premier trimestre de 2004, le passif lié aux faillites a atteint 662 millions de dollars, une diminution de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Le passif moyen s'est établi à environ 287 000 \$ par entreprise faillie, soit 6,5 % de moins que la moyenne du trimestre précédent (307 000 \$). Les secteurs de la fabrication (100 millions de dollars) et du commerce de détail (91 millions) représentaient à eux seuls près de 30 % du passif du premier trimestre.

¹ Depuis le premier trimestre de 2004, le Bureau du surintendant des faillites présente ses données selon les codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que selon la Classification type des industries. Ce changement de méthode pourrait avoir affecté l'exactitude des comparaisons présentées dans ce texte.

TRAVAIL *indépendant*

Dans l'*Enquête sur la population active*, Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'entreprise constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise constituée en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

À l'aide des tableaux spéciaux de l'enquête, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a établi le profil de scolarisation pour les différentes catégories de travailleurs indépendants. Le tableau 4 indique la répartition selon le sexe et le niveau de scolarité pour chaque catégorie de travailleurs indépendants, ainsi que pour l'ensemble des employés en 2003.

Le profil de scolarisation des travailleurs indépendants diffère de celui des employés en général. Les travailleurs indépendants sont plus nombreux à posséder un diplôme universitaire, mais ils sont également plus

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 30 juin 2004

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé¹ de 2,4 % au cours du premier trimestre de 2004, après avoir augmenté de 3,3 % au trimestre précédent. La croissance du premier trimestre est principalement attribuable à une augmentation de 4,8 % de la demande intérieure finale, par rapport à 2,3 % au trimestre précédent. L'investissement en stock des entreprises a été ramené de 12,2 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2003 à 1 milliard au premier trimestre de 2004, entraînant ainsi une baisse de 3,6 points de pourcentage de la croissance du PIB. En ce qui a trait aux revenus, les bénéfices des entreprises ont continué à grimper, tandis que la forte création d'emplois a contribué à faire croître le revenu disponible réel de 4,3 %, comparativement à 2,8 % au quatrième trimestre de 2003.

PIB réel mensuel. Après une hausse appréciable en mars (0,8 %), le PIB réel mensuel s'est accru de 0,1 % en avril grâce à la vigueur des secteurs de l'énergie et de l'habitation. La production de biens a été à l'origine de la croissance économique globale en avril, progressant de 0,3 % après une augmentation de 1,1 % en mars. Par ailleurs, la production du secteur de la fabrication a reculé de 0,2 %, après une poussée de 1,6 % en mars. La production du secteur des services est demeurée stable en avril, reflétant en partie la baisse de 1,0 % enregistrée dans le secteur des soins de santé en raison des grèves de la fonction publique à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques ont été revues à la hausse compte tenu de l'amélioration de la conjoncture économique nationale et internationale. L'enquête du *Consensus Forecast* de juin prévoit que la hausse du PIB réel au Canada passera de 2,0 % en 2003 à 2,9 % en 2004 (comparativement à 2,8 % en avril) et à 3,3 % en 2005. Par ailleurs, la croissance du PIB réel aux États-Unis devrait atteindre 4,7 % en 2004, pour ensuite redescendre à 3,8 % en 2005.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont augmenté de 5,5 % au premier trimestre de 2004, soit le meilleur résultat en quatre ans. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 15,7 % de la consommation de biens semi-durables et de 7,7 % de celle de biens durables, favorisée par un accroissement du revenu disponible et la vigueur soutenue de l'activité dans le secteur de l'habitation, de même que par les modalités de financement attrayantes et les stimulants offerts par les concessionnaires automobiles. Les dépenses se rapportant aux biens non durables ont augmenté de 3,9 %, contre seulement 1,1 % dans le cas des services.

Investissement dans l'habitation. L'investissement et l'activité dans le secteur de l'habitation sont demeurés vigoureux au cours du premier trimestre de 2004 : après avoir connu une hausse de 8,6 % au quatrième trimestre de 2003, l'investissement résidentiel a progressé de 14,4 %. Le nombre de mises en chantier, qui est demeuré à un niveau élevé en avril et en mai, témoigne également de cette vigueur soutenue. Si la croissance était nulle en juin, le nombre de mises en chantier devrait grimper de 27,7 % (annualisé) au deuxième trimestre.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a progressé de 6,5 % au cours du premier trimestre de 2004, par rapport à 3,2 % au quatrième trimestre de 2003. Stimulé par la baisse des prix associée à l'appréciation du huard, l'investissement dans les machines et le matériel a augmenté de 4,5 % en 2003, après un recul de 1,2 % en 2002.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont grimpé de 26,6 % au premier trimestre de 2004, pour atteindre un montant record de plus de 163 milliards de dollars. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la vigueur des industries des combustibles minéraux et de la fabrication. Les bénéfices des sociétés d'État se sont également accrus, en grande partie grâce à la vigueur des services d'électricité appartenant aux provinces. Il s'agit du troisième trimestre de suite où la croissance des bénéfices dépasse 10 %. Au premier trimestre de 2004, les bénéfices des sociétés ont atteint 13 % du PIB, comparativement à une moyenne historique de 10 %.

¹ Tous les taux de croissance trimestrielle sont annualisés.

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

nombreux à avoir seulement 8 années de scolarité ou moins. Près de 17 % des travailleurs indépendants n'ont pas terminé leurs études secondaires, comparativement à moins de 15 % pour l'ensemble des employés. Cet écart est particulièrement prononcé dans le cas des travailleurs familiaux non rémunérés, dont 52 % n'ont pas terminé ce niveau d'études.

Les écarts au chapitre du niveau de scolarité sont également évidents entre les différentes catégories de travailleurs indépendants. En particulier, par rapport aux trois autres catégories de travailleurs indépendants rémunérés, les propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée sont moins nombreux à posséder un diplôme universitaire et plus nombreux à ne pas avoir terminé leurs études secondaires. Environ 21 % des propriétaires actifs d'entreprise non constituée en

société sans aide rémunérée ont un diplôme universitaire, comparativement à un pourcentage allant de 26 à 31 % pour les trois autres catégories de travailleurs indépendants rémunérés. De même, 19 % des propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée n'ont pas terminé leurs études secondaires, comparativement à un pourcentage variant entre 13 et 15 % pour les autres catégories.

La proportion de titulaires d'un diplôme universitaire est similaire pour les deux sexes. Parmi les travailleurs indépendants avec aide rémunérée, les hommes sont plus nombreux que les femmes à avoir un diplôme universitaire. L'écart est particulièrement marqué dans le cas des propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société avec aide rémunérée (33 % des hommes ayant un diplôme universitaire, contre 26 % des femmes).

Tableau 4 : Répartition des travailleurs indépendants selon le sexe et le niveau de scolarité, Canada, moyenne annuelle, 2003

Niveau de scolarité	Ensemble des employés	Travailleurs indépendants	Avec aide rémunérée						Sans aide rémunérée						Travailleurs familiaux non rémunérés
			Entreprises constituées en société			Entreprises non constituées en société			Entreprises constituées en société			Entreprises non constituées en société			
			Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	
Tous les niveaux	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
0-8 ans	2,9 %	5,2 %	4,4 %	5,0 %	2,4 %	4,8 %	5,3 %	3,7 %	4,2 %	4,4 %	3,6 %	5,4 %	6,7 %	3,7 %	21,2 %
Études secondaires partielles	11,7 %	11,6 %	8,7 %	9,0 %	7,7 %	9,8 %	10,1 %	9,1 %	8,6 %	8,9 %	7,7 %	13,6 %	14,4 %	12,5 %	30,6 %
Diplôme d'études secondaires	20,6 %	18,6 %	20,1 %	18,2 %	26,2 %	18,3 %	16,9 %	21,4 %	17,0 %	16,6 %	18,5 %	18,5 %	18,4 %	18,6 %	14,6 %
Études postsecondaires partielles	10,3 %	7,6 %	7,0 %	6,6 %	8,3 %	6,8 %	6,7 %	6,9 %	7,2 %	7,4 %	6,8 %	8,1 %	8,0 %	8,3 %	5,7 %
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	34,1 %	33,1 %	33,7 %	33,8 %	33,2 %	29,4 %	28,1 %	32,6 %	34,4 %	34,5 %	34,0 %	33,8 %	32,2 %	36,1 %	19,9 %
Diplôme universitaire	20,4 %	24,0 %	26,1 %	27,3 %	22,2 %	30,9 %	32,9 %	26,3 %	28,5 %	28,2 %	29,4 %	20,5 %	20,4 %	20,7 %	7,9 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA), tableaux spéciaux.



Données au 30 juin 2004

FINANCEMENT

Investissement de propriétaires d'entreprises dans d'autres entreprises

Lorsqu'ils sont à la recherche de fonds pour financer leur entreprise, les propriétaires se tournent à l'occasion vers des sources de financement informelles, par exemple des parents ou amis, des investisseurs providentiels et les propriétaires d'autres entreprises. Selon des données non scientifiques, les propriétaires d'entreprises qui fournissent des fonds informels auraient davantage le goût du risque et offriraient des conditions de remboursement plus souples que les établissements de crédit, comme les banques à charte et les coopératives d'épargne et de crédit.

Dans une vaste enquête nationale menée auprès des PME (*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2001*, menée par Statistique Canada), on a demandé aux propriétaires s'ils avaient investi personnellement dans d'autres entreprises. Bien que ces propriétaires ne constituent qu'un segment du marché des investissements informels, les résultats donnent une idée de la disponibilité de cette source de financement pour les entreprises canadiennes.

Entre 1990 et 2001, 11 % des propriétaires de PME ont investi de façon informelle dans d'autres entreprises. On comptait 97 000 investissements informels sous forme de prêt ou de participation en 2000, et 102 000 de plus en 2001. (Aucune donnée n'est disponible concernant la proportion de prêts et de titres de participation.) Les propriétaires d'entreprises ayant de 20 à 99 employés étaient les plus nombreux (21 %) à avoir investi dans d'autres entreprises. L'Alberta et la Colombie-Britannique prédominent en ce qui a trait à la proportion de propriétaires d'entreprises qui font des investissements informels, soit 16 %. La moyenne nationale s'établit à 11 %.

La valeur de l'investissement varie considérablement :

- 30 % des propriétaires d'entreprises avaient investi moins de 25 000 \$;
- 13 % avaient investi de 25 000 à 49 999 \$;
- 19 % avaient investi de 50 000 à 99 999 \$;
- 20 % avaient investi de 100 000 à 249 999 \$;
- 18 % avaient investi 250 000 \$ ou plus.

Dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des petites entreprises (www.strategis.gc.ca/prf), Industrie Canada mènera des recherches supplémentaires sur le rôle que joue l'investissement informel dans le financement des entreprises canadiennes.

(suite de la page 5)

Compte courant. L'excédent du compte courant s'est accru de 2,8 milliards de dollars pour s'établir à 9,5 milliards (38 milliards sur une base annualisée) au premier trimestre de 2004. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'excédent commercial au titre des marchandises, car les exportations ont progressé davantage que les importations (4,1 % contre 0,6 %). L'augmentation des exportations est principalement attribuable aux produits énergétiques, en partie en raison des prix plus élevés. Toutefois, le déficit au chapitre des services a connu une légère hausse (0,1 milliard de dollars) pour se chiffrer à 3,0 milliards et celui se rapportant au revenu d'investissement a crû de 0,5 milliard pour atteindre 5,0 milliards.

Enquête sur la situation des entreprises (avril). Selon l'enquête, les perspectives de production des fabricants pour le deuxième trimestre de 2004 sont demeurées modérément optimistes, surtout en raison de l'optimisme soutenu dans 16 des 21 industries de fabrication, avec en tête les secteurs des produits chimiques et des machines. Soixante-deux pour cent des fabricants s'attendaient à ce que leur production demeure stable et 23 % prévoyaient une hausse à ce chapitre. Quatre-vingt-cinq pour cent des producteurs ont indiqué que leur effectif demeurerait le même ou qu'il augmenterait. Enfin, 81 % des fabricants n'ont fait état d'aucun obstacle à la production – par exemple, une pénurie de matières premières ou de main-d'œuvre qualifiée –, comparativement à 84 % en janvier.

Emploi. L'emploi a fait un bond de 50 000 en avril et de 56 000 en mai, portant ainsi à 86 000 emplois le gain net enregistré depuis le début de 2004. Plus précisément, 154 000 emplois à temps plein ont été créés, tandis que 68 000 emplois à temps partiel ont été perdus. En mai, le secteur des biens et celui des services ont affiché une croissance de 33 000 et 23 000 emplois respectivement. Huit des dix provinces ont enregistré des gains. Le taux de chômage a été ramené de 7,3 % en avril à 7,2 % en mai, soit le taux le plus faible depuis juillet 2001.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC a connu une croissance sur 12 mois de 1,6 % en avril et de 2,5 % en mai, principalement en raison des fortes augmentations du prix de l'essence. Si on exclut les prix de l'énergie, l'IPC a progressé de 1,3 % en mai, soit un peu plus que l'augmentation de 1,2 % enregistrée en mars et en avril. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, a diminué, passant de 1,8 % en avril à 1,5 % en mai, soit un niveau inférieur au point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

Banque du Canada. Le 8 juin, la Banque du Canada a laissé son taux directeur à 2,0 %, car l'évolution de la conjoncture économique, exception faite de la montée en flèche du prix mondial du pétrole, était demeurée conforme à ses prévisions. Compte tenu de la nette amélioration des conditions et des perspectives économiques, la plupart des analystes s'attendent à ce que la Banque commence à hausser les taux d'intérêt avant la fin de l'année. La Réserve fédérale des États-Unis a déjà commencé à se montrer moins conciliante : elle a augmenté le taux des fonds fédéraux de 25 points de base, le portant ainsi à 1,25 % le 30 juin. Par suite de ces changements, l'écart entre le taux du papier des sociétés à 90 jours et le taux américain a été ramené d'environ 100 points de base le 14 avril à 55 points le 29 juin.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,75 \$US le 30 juin 2004, par rapport à 0,74 \$US le 25 juin 2004. Le dollar canadien enregistre cependant une tendance à la baisse par rapport à son plus haut niveau en dix ans, soit 0,788 \$US, atteint au début de janvier. L'écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis s'est atténué et la valeur du dollar américain s'est raffermie par rapport aux autres grandes devises.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse macaluso.joseph@ic.gc.ca.

FAITS *nouveaux*

Nouveau site Web sur les compétences en gestion pour aider les PME

Les propriétaires et les gestionnaires de petites et moyennes entreprises disposent d'une nouvelle source de renseignements lorsqu'ils doivent relever des défis sur le plan de la gestion. *Gérer pour réussir en affaires*, un nouveau site Web d'Industrie Canada, est conçu pour offrir des sources de conseils pratiques aux propriétaires de PME qui veulent trouver des solutions en temps opportun ou qui souhaitent simplement mieux gérer leur entreprise. Le site comprend actuellement plus de 270 liens sur les principales fonctions de gestion, entre autres la stratégie, le leadership, les transactions, les finances et les ressources humaines.

Ce site Web a été créé en raison de la quantité croissante de documents de recherche qui mettent en lumière la corrélation

entre les compétences en gestion et la réussite ou l'échec en affaires, ainsi que l'importance de posséder des compétences solides en gestion pour transformer une jeune entreprise en commerce rentable.

Nous vous invitons à consulter le site à l'adresse
www.strategis.gc.ca/gestion-pme

Forum économique sur les femmes entrepreneurs

Industrie Canada, en collaboration avec la Sprott School of Business (Université Carleton), organise un forum économique sur les femmes entrepreneurs qui aura lieu du 27 au 29 octobre 2004. Ce forum réunira d'éminents chercheurs canadiens et internationaux dans le domaine de l'entrepreneuriat chez les femmes, ainsi que de hauts fonctionnaires au gouvernement fédéral, afin d'approfondir les connaissances sur les défis qui se posent aux femmes entrepreneurs. Le but de la conférence est de s'assurer que les femmes entrepreneurs ont toutes les chances de réussir et d'apporter une contribution à l'économie. Pour de plus amples renseignements sur la participation, veuillez communiquer avec Anne Pigeon à l'adresse suivante : pigeon.anne@ic.gc.ca

21^e conférence du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat

La 21^e conférence du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat (CCPME) se tiendra les 12 et 13 novembre à Regina, en Saskatchewan. Réunis sous le thème « Entrepreneuriat et développement économique : Innovation, occasions et ressources », universitaires, fonctionnaires, professionnels et fournisseurs de services exploreront les relations entre l'entrepreneuriat et le développement économique, ainsi que les rôles que l'innovation, les occasions et les ressources jouent en entrepreneuriat. Les ateliers seront présentés selon trois grands axes d'intervention, soit la recherche, l'éducation et la pratique.

Pour plus d'information sur le CCPME et sur la conférence de novembre, veuillez consulter le site Web www.ccsbe.org

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires à la rédactrice :

Annie Payant

Courriel : payant.annie@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 941-7628

Télécopieur : (613) 954-5492

Site Web : <http://strategis.gc.ca/recherchepe>

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54145B



Contient 10 % de
matières recyclées